Santé : de pire en pire - Episode 1

Le 27-11-2020

Télécharger ou imprimer au format PDF

Image

France, Allemagne, Autriche, Belgique

Par le Parti de la démondialisation

Le 27 novembre 2020

Les politiques néolibérales s'appliquent partout avec la même férocité et les mêmes résultats tragiques. Dans l'Union européenne, la Covid-19 sert aux gouvernements à dégrader davantage la réponse publique aux besoins sanitaires et les conditions de travail des personnels de santé.

Privatisation, austérité, « optimisation » des coûts : les personnels de santé des hôpitaux et des maisons de retraite médicalisées font les frais de décennies de politique de dégradation entraînant des conditions de travail de plus en plus mauvaises et de plus en plus risquées pour les patients. Cette situation critique, causée par les choix politiques des gouvernements successifs, de « gauche » comme de droite, impulsées par l'Union européenne, se transforme en désastre sanitaire avec le coronavirus.

En France, le grand cirque du « Ségur de la santé » n'a servi qu'à appliquer un règlement de l'Union européenne abaissant de 12 à 11 heures la durée de repos obligatoire quotidien en levant les obstacles à la généralisation du travail de 12 heures. Pas de moyens supplémentaires, pas de revalori-sation réelle des salaires, etc. Face au désastre, le gouvernement gesticule et fait mine de remettre en cause sa politique. Conclusion toute néolibérale : accélération et durcissement des réformes de santé.

L'Allemagne, citée en exemple par Macron, va plus loin. Elle répond à la pandémie par une attaque de son droit du travail. La Basse-Saxe, par exemple, revient une deuxième fois sur la journée de 8 heures pour les soignants et fait des services en 12 heures la norme.
Normalement, pour les professions de santé, le temps de travail maximal légal est de 8 heures par jour et 48 heures par semaine. A titre exceptionnel la durée de travail journalière peut être portée provisoirement à 10 heures. Pour la première fois dans l'histoire (au moins jusqu'au 31 mai 2021), il est possible de faire trimer les personnels de santé jusqu'à 12 heures par jour et 60 heures par semaine, sans repos compensatoires, ni prime pour le travail supplémentaire !

En Autriche, pas un jour sans que les quotidiens ne relaient les appels à l'aide des hôpitaux : pas assez de lits et manque de personnel. Un air connu et commun aux pays de l'UE. Selon l'OCDE, en 1990, l'Autriche disposait encore de 8,1 lits de soins intensifs pour 1 000 habitants. En 2017, il n'en restait que 5,3. Mais un lit de soins intensifs ne sert à rien s'il n'y a pas le personnel hautement com-pétent à disposition. Les hôpitaux se retrouvent, avec 6,9 soignants pour 1 000 habitants, dans le dernier tiers du classement de l'OCDE (moyenne 8,8).
En Styrie, un « land » situé dans le sud de l'Autriche, l'objectif actuel déclaré est de fermer 10 à 13 hôpitaux de proximité, de supprimer 950 lits, considérés comme « infrastructures superflues » et de fonctionner avec moins de personnel alors que celui-ci est déjà en nombre insuffisant. Les opérations, non urgentes et non vitales, sont reportées depuis des mois…

La Belgique, pays du siège de l'UE, ne s'en sort pas mieux. Comme partout, la « crise » sanitaire est le résultat de la casse systématique des services publics hospitaliers. La même politique crée les mêmes effets : réductions de personnel, du nombre de lits et du matériel ont été mises en œuvre par les gouvernements successifs. Comme en France, l'objectif poursuivi est la marchandisation des services de santé pour faire la part belle au profit des hôpitaux et cliniques privées et des sociétés d'assurance. La « rigueur budgétaire » de l'UE et de ses fidèles serviteurs a détruit des milliers de lits, réduit le personnel, concentré les hôpitaux, organisé la concurrence entre hôpitaux, promu une logique de marchandisation des soins de santé. Les refus de soins de santé « pour préserver les places pour les malades du Covid » se multiplient.
La décision du gouvernement de laisser la responsabilité de la gestion de crise aux bourgmestres crée une situation anarchique. C'est l'abandon de la population par l'État.

Depuis le début, « La crise sanitaire » a servi de prétexte au gouvernement pour instaurer des pou-voirs spéciaux, à emprunter « pour défendre les entreprises » et attaquer le droit du travail. La grande distribution fait d'immenses bénéfices et le commerce en ligne encore plus. Les décisions gouvernementales favorisent les grands groupes contre les petits commerçants et les salariés : fer-metures de commerces, chômage économique et licenciements augmentent en flèche, tandis que les prix montent.

Même rengaine néolibérale dans tous les pays de l'UE qui prétend prendre la main sur les politiques de santé au nom d'une harmonisation… On voit bien de quoi il retourne : livrer le paquet lucratif au secteur privé… Se soigneront ceux qui pourront payer la clinique privée tandis que les autres ne seront pas soignés… D'autant que parallèlement la protection sociale sera amputée de son carac-tère universel au plus grand bonheur des assurances privées. Ça ne vous dit rien comme modèle de système de santé ?

Pour paraphraser un vieux slogan : UE (et néolibéralisme) partout, santé nulle part !

Alors, que faire pour reprendre la main ?
Rester dans l'UE, attendre que l'Europe devienne sociale ? Que le parlement européen fasse sa révolution pour arracher du pouvoir ? Que les directives européennes soient spontanément retirées ? Que la BCE soit mise sous contrôle citoyen ? D'ici là la barbarie sera établie complètement !
Alors, on s'organise pour sortir de la nasse ?

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire